

**AVIS DE DEMANDE DE COTATION N° ...../DC/ MINCOMMERCE/CIPM/2026  
DU 7 AVR 2026 RELATIF A L'ACQUISITION DES LAPTOPS. -**

**1. OBJET DE LA DEMANDE DE COTATION**

Le Ministre du Commerce lance une consultation pour une Demande de Cotation relative à l'acquisition des laptops.

**2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

Les prestations comprennent notamment, la fourniture des :

N°	Désignations	Qtés
01	Ordinateurs portables	07
02	Logiciels	21

**3. PARTICIPATION ET ORIGINE**

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte, à égalité de condition aux entreprises de droit Camerounais installées sur le territoire national et répondant aux critères de qualification indiqués dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

**4. FINANCEMENT**

Les fournitures, objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINCOMMERCE, pour l'exercice 2026, sur la ligne d'imputation Budgétaire n° "60 21 242 233 000001 041152 4211".

**5. MODE DE SOUMISSION**

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est exclusivement en ligne sur la plateforme COLEPS.

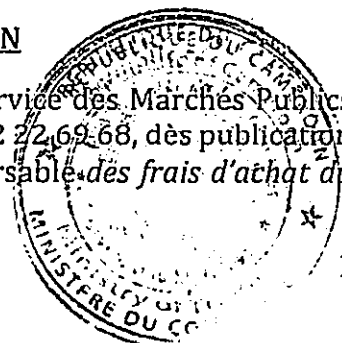
**6. CONSULTATION DU DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION**

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1<sup>er</sup> étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

**7. ACQUISITION DU DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION**

La version physique du dossier peut être obtenu au Service des Marchés Publics du Ministère du Commerce, 1<sup>er</sup> étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du



DAO de quinze mille (15 000) Francs CFA. Payable au compte de l'ARMP ouvert au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du Dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation (DC), conformément aux dispositions du point 444 de la circulaire N°0001877/C/MINFI du 31 décembre 2025 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des Autres Entités Publiques pour l'Exercice 2026

#### 8. COÛT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de dix millions (10 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

#### 9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission accompagné du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 8 du DDC dont le montant s'élève à deux cent mille (200 000) FCFA.

Il est valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

#### 10. REMISE DES COTATIONS

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais et devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 29 MAI 2026 à 14 heures précises. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

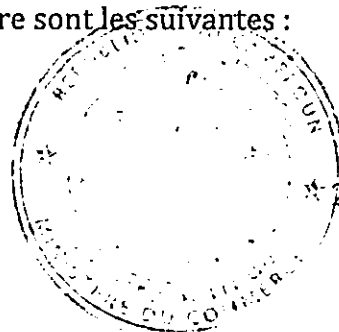
### AVIS DE CONSULTATION POUR UNE DEMANDE DE COTATION

N° \_\_\_\_\_/DC/MINCOMMERCE/CIPM/2026 DU 27 AVR 2026  
RELATIF A L'ACQUISITION DES LAPTOPS.

#### - Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.



- **Les formats acceptés sont les suivants :**
  - Format PDF pour les documents textuels ;
  - JPEG pour les images.
- Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

Sous peine de rejet, le prestataire doit fournir l'accusé de réception qui prouve qu'il a effectivement déposé ses Offres en ligne et le reçu de paiement de la caution de soumission auprès de la CDEC, ainsi que la quittance de paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation (DC) lors du dépôt de la copie de sauvegarde, conformément à la circulaire N°0001877C/MINFI du 31 décembre 2025 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des Autres Entités Publiques pour l'Exercice 2026 (cirex 2026). les copies de sauvegarde parvenues après la date et l'heure limite de dépôt ne seront pas reçues

## **11. OUVERTURE DES PLIS**

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le **29 MAI 2026** à 15 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINCOMMERCE dans la salle de Conférence du Ministère du Commerce.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

**Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.**

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

L'ouverture de la séance de dépouillement se fera une heure après celle limite de réception des Offres.

## **12. RECEVABILITE DES COTATIONS**

La Cotation présentée par le soumissionnaire comprendra les documents suivants dûment remplis et regroupés en un (01) seul document contenant trois (03) volumes :

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les copies portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les copies parvenues postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les copies non-conformes au mode de soumission ;
- Les copies sans indication de l'identité de la Demande de Cotation. ;
- la copie de sauvegarde, non accompagné de l'accusé de réception qui prouve que le soumissionnaire a effectivement déposé ses Offres en ligne et reçu de paiement de la caution de soumission auprès de la CDEC, ainsi que la quittance d'achat du Dossier de Demande de Cotation, conformément au point 4.4 de la Circulaire N°0001877C/MINFI du 31 décembre 2025 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des Autres Entités Publiques pour l'Exercice 2026 (CIREX 2026).



Toute offre incomplète conformément aux prescriptions de la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Conformément aux dispositions du point II.4 de la Lettre circulaire N°00019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics, ladite caution devra être accompagnée du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun.

### 13. CRITERES D'EVALUATIONS

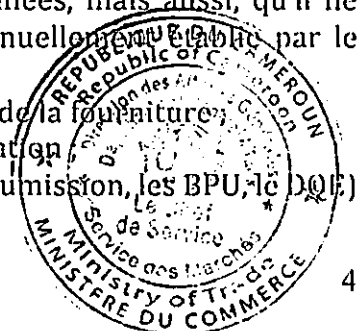
Les critères d'évaluation sont de deux (02) types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel. Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non-conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans la Demande de Cotation relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques et à la qualification des soumissionnaires.

#### 13.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels.

Il s'agit notamment :

- 1e)- de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- 2e)-de l'absence du cautionnement de soumission timbré accompagné du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun ;
- 3e)-des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- 4e)-de la non satisfaction d'au moins 70% de l'ensemble des critères essentiels ;
- 5e)-du non-respect du format de fichier des offres ;
- 6e)-de L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement publiée par le MINMAP ;
- 7e)-de la non-conformité aux spécifications techniques de la fourniture ;
- 8e)-de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- 9e)-de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQF) ;



- 10e)- de la non-conformité du modèle de soumission ;
- 11e)- de l'absence de prospectus, accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- 12e)- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- 13e)- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- 14e)- de l'absence des offres du soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ;
- 15e)- de l'absence ou défaillance de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

### 13.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire (oui/non) et suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation.

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront sur :

- 1er)- Présentation de l'offre (ordre des pièces, lisibilité, reliure, clarté) ;
- 2e)-Expérience et références du soumissionnaire (copies des marchés ou Lettre-Commandes première et dernière page, PV de réception certifiant la bonne exécution de ces marchés) ;
- 3e)-Attestation du Service après-vente ;
- 4e)-Attestation de solvabilité bancaire, supérieure ou égale à trois millions (3 000 000) de Francs CFA, délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances ;
- 5e)-Attestation de Garantie des fournitures livrées d'au moins un an ;
- 6e)-Délai de livraison inférieur ou égal à soixante (60) jours ;
- 7e)-Proposition technique ou méthodologie d'exécution ;
- 8e)-Preuves d'acceptation des conditions du marché (cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) paraphé à chaque page, signé, daté et cacheté à la dernière page avec la mention "lu et approuvé").

### 14- DELAI PREVISIONNEL D'EXECUTION ET LIEU DE LIVRAISON

14.1 Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures, objet de la présente Demande de Cotation est de soixante (60) jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

14.2 la livraison se fera au Ministère du Commerce.

### 15- ALLOTISSEMENT

Les fournitures, objet de la présente Demande de Cotation sont en un (01) lot unique.

### 16- ATTRIBUTION

La Lettre Commande sera attribuée au soumissionnaire qui aura satisfait à tous les critères éliminatoires, dont l'offre technique aura été jugée satisfaisante c'est-à-dire répondant à au moins 70% des critères essentiels et dont l'offre financière aura été évaluée la moins-disante.



## **17-DUREE DE VALIDITE DES COTATIONS**

Les soumissionnaires restent engagés par leurs cotations pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des cotations.

## **18-RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère du Commerce, Services des Marchés Publics, 1<sup>er</sup> étage, porte 106, Tél. 222.22.69.68 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

## **19-LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES**

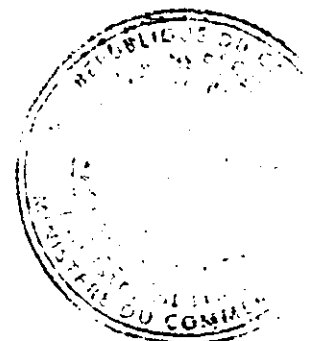
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, envoyer un SMS ou appeler l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 21/11/2018

### **COPIES :**

- MINMAP ;
- ARMP ;
- MINCOMMERCE ;
- Président CIPM ;
- AFFICHAGE ;
- CHRONO ;
- ARCHIVES.

**LE MINISTRE DU COMMERCE**



NOTICE OF CONSULTATION FOR REQUEST FOR QUOTATION No. /DC/ MINCOMMERCE/CIPM/2026 OF \_\_\_\_\_ FOR PURCHASING LAPTOPS. -

1. PURPOSE OF THE REQUEST FOR QUOTATION

The Minister of Trade hereby launches a Notice of Consultation for a Request for Quotation for purchasing of laptops.

2. SCOPE OF SERVICES

The services shall include in particular the supply of :

No.	Item names	Qties
01	Laptops	07
02	Software	21

3. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Request for Quotation shall be open on equal terms to all Cameroon-based enterprises incorporated under the Company and meeting the qualification criteria set out in this Request for Quotation.

4. FUNDING

Funding shall be provided by the 2026 Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Trade, budget allocation: No. "60 21 242 233 000001 041152 4211".

5. TENDERING METHOD

The tendering method selected for this Request for Quotation shall be exclusively online on the COLEPS platform.

6. CONSULTATION OF THE REQUEST FOR QUOTATION DOCUMENTS

Physical documents may be consulted free of charge during working hours, at the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1<sup>st</sup> floor, room 106, telephone: 222 22 69 68, as soon as this Notice is published.

They may also be consulted on line on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

7. ACQUISITION OF THE REQUEST FOR QUOTATION DOCUMENTS

The physical version of the documents may be obtained from the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1<sup>st</sup> floor, room 106, telephone: 222 22 69 68, as soon as this Notice is published, against payment to the ARMP account held with the State Treasury of a non-refundable sum of 15,000 (fifty thousand) CFA francs accounting for Quotation Request Document Purchase. -

It is also possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (RFQ) documents by downloading it free of charge from the COLEPS or PRIDESOFT platforms available at the addresses indicated above for the electronic version. However, e-tendering shall be subject to payment of the fee for the Request for Quotation (RFQ) documents, in accordance with the provisions of Paragraph 444 of Circular No. 0001877C/MINFI of 31 December 2025 containing the instructions on the Implementation of Finance Laws, the Monitoring and Control of the Implementation of the State budget and the budget of other public entities for the 2026 financial year.

#### 8. ESTIMATED COST

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies shall be 10,000,000 (ten million) CFA Francs inclusive of all taxes.

#### 9. BID BOND

Each tenderer must enclose with its administrative documents a bid bond, paid in hand, together with a receipt from the Cameroon Deposits and Consignment Fund, issued by a -, financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which appears in Exhibit 8 of the Request for Quotation documents, the amount of which shall be 200,000 (two hundred thousand) CFA francs.

Bid bonds shall be valid for a period of 30 (thirty) days beyond the initial date of validity of the bid bonds. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds in connection with public contracts shall result in the tender being rejected outright.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

#### 10. Submission of Quotations

Each quotation, written in French or English, must be forwarded by the bidder on the COLEPS platform no later than 2 p.m. precisely (local time). A back-up copy of the bid recorded on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above note within the allotted time.

### NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION

No.            /DC/MINCOMMERCE/CIPM/2026 OF           

FOR PURCHASING LAPTOPS.

#### File size and format

For online tendering, the maximum sizes of the documents that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;

- **JPEG for images.**  
Bidders shall ensure that compression software is used in order to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

Under penalty of rejection; the service provider must provide the acknowledgement of receipt proving that they have indeed submitted their bids online and the receipt for payment of the bid bond to Cameroon Deposits and Consignment Fund, as well as the receipt for payment of the fees for purchasing the Request for Quotation (RFQ) documents upon submission of the backup copy, in accordance with Circular No. 0001877C/ MINFI of 31 December 2025 containing instructions relating to the implementation of finance laws, and the monitoring and control of the execution of the State budget and budget of other public entities for the 2026 financial year. (CIREX 2026). Back-up copies submitted after the deadline (date and time) for submission shall not be accepted.

#### **11. OPENING OF BIDS**

The bids shall be opened in a single phase by the Ministry of Trade Internal Tenders Board on                      at 3 pm precisely (local time), in the conference room of the Ministry of Trade.

Only bidders or their duly designated representatives shall be allowed to attend the bid opening session.

**Under pain of being rejected, the administrative documents required must be originals or true copies certified by the issuing service, in compliance with the special rules and regulations governing this Quotation. They must be less than 3 (three) months old or have been drawn up after the date of the signing of the Quotation Notice.**

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the bid will be rejected.

The opening of the bid review meeting will take place one hour after the deadline for receipt of bids.

#### **12. ADMISSIBILITY OF QUOTATIONS**

The Quotation submitted by the tenderer shall comprise the following documents duly filled in and grouped together in a single (1) document containing 3 (three) volumes :

The Contracting Authority shall not accept :

- copies (bids) bearing information on the tenderer's identity;
- copies (bids) received after the latest date and time for submission of bids;
- copies (bids) that do not comply with the tendering method ;
- envelopes (bids) without an indication of the identity of the Request for Quotation. ;
- the backup copy, without acknowledgement of receipt proving that the bidder has indeed submitted its bids online and the receipt for payment of the bid bond to the CDEC, as well as the receipt for purchase of the Request for Quotation (RFQ) documents, in accordance with Paragraph 444 of Circular No. 0001877C/ MINFI of 31 December 2025 containing instructions relating to the implementation of finance laws, and the monitoring and control of the implementation of the State budget and other public entities for the 2026 financial year 2026 (CIREX 2026).

Any bid that is incomplete in accordance with RFQ requirements shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds in the field of public procurement or failure to comply with model file of the RFQ shall result in the tender being rejected outright without any appeal whatsoever. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible. In accordance with the provisions of Dot II.4 of Circular Letter No.00019/LC/MINMAP of 05 June 2024, relating to the procedures for the constitution, deposit, conservation, restitution and withdrawal of guarantee on public contracts, the said security must be accompanied by a receipt from the Cameroon Deposits and Consignment Fund.

### **13. EVALUATION CRITERIA**

There shall be two (02) types of evaluation criteria: eliminatory criteria and essential criteria. A criterion cannot be both eliminatory and essential. The purpose of these criteria shall be to identify and reject bids that are incomplete or do not substantially comply with the conditions set out in the Request for Quotation, particularly with regard to the admissibility of administrative documents, the compliance of the technical bid with the technical specifications and the qualification of bidders.

#### **13.1 Eliminatory criteria**

The eliminatory criteria shall set out the minimum conditions to be met in order to be eligible for the evaluation according to the essential criteria.

These shall include:

- 1st*)- failure to produce, beyond 48 hours after the opening of the bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing, other than the bid bond;
- 2nd*)-failure to provide a stamped bid bond together with the receipt from Cameroon Deposits and Consignment Fund ;
- 3rd*)- false statements, corrupt practices or forged documents;
- 4th*)- failure to meet at least 70% of all the essential criteria ;
- 5th*)- non-compliance with the bid file format;
- 6th*)- the absence of a sworn statement whereby the bidder certifies that it has not abandoned any contract during the last (3) three budget years, but also that its name is not included in the list of failing companies drawn up by MINMAP on a yearly basis ;
- 7th*)- non-compliance with technical specifications of the supply;
- 8th*)- the absence of a quantified unit price in the quotation;
- 9th*)- the absence of an element of the financial bid (the tender, the Unit price schedule, bills of quantities with details of unit costs);
- 10th*)- failure to comply with the tender model;
- 11th*)- absence of a leaflet with the manufacturer's technical data sheets;
- 12th*)- the absence of the dated and signed integrity charter;

- 13th)- failure to provide the dated and signed declaration of commitment to comply with the environmental and social requirements;
- 14th)- the absence of the tenderer's bids on the Coleps platform;
- 15th)- the absence or failure of the backup copy in the event of malfunction of the COLEPS platform.

### 13.2 Essential criteria

Technical bids shall be rated through the binary method (yes/no) and following the essential criteria detailed in the assessment grid

The essential criteria for the qualification of bidders shall cover :

- 1st)- the presentation of the bid (order of required documents, readability, binding, clarity);
- 2nd)- bidder's experience and references (copies of contracts or Jobbing Orders, (first and last pages), acceptance report (statement) certifying the proper execution of these contracts);
- 3rd)- certificate of after-sales service;
- 4th)- proof of bank solvency, greater than or equal to 3,000,000 (three million) CFA F issued by a first-class banking institution or a financial organisation approved by the Minister in charge of Finance ;
- 5th)- certificate of guarantee of the delivered goods of at least one year ;
- 6th)- delivery time less than or equal to 60 (sixty) days ;
- 7th)- technical proposal or implementation methodology ;
- 8th)- proof of acceptance of the conditions of the contract (the booklet of Special Administrative Clauses and the booklet of Special Technical Clauses initialled on each page, signed, dated and sealed on the last page with the mention "read and approved");

### 14- ESTIMATED TIME OF COMPLETION AND PLACE OF DELIVERY

14.1 The maximum period stipulated by the Project Owner for the delivery of supplies covered by this Request for Quotation shall be **60 (sixty) days**. This period shall start from the date of notification of the instructions to contractor to start providing the services.

14.2 Delivery shall take place at the Ministry of Trade.

### 15- ALLOTMENT

The supplies covered by this Request for Quotation shall be made in a single lot.

### 16- JOBGING ORDER AWARD

The jobbing order shall be awarded to the bidder who has met all eliminatory criteria, including a technical bid deemed satisfactory, that is to say a bid meeting at least 70% of essential criteria with the lowest evaluated financial bid.

### 17- VALIDITY OF QUOTATIONS

Bidders shall remain bound by their Quotations for a period of **90 (ninety) days** from the deadline for submitting Quotations.

## 18- FURTHER INFORMATION

Further information may be obtained during working hours from the Ministry of Trade, Public Contracts Service, 1<sup>st</sup> floor, room 106, Tel. 222.22.69.68 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>

## 19- ANTI-CORRUPTION AND WHISTLEBLOWING

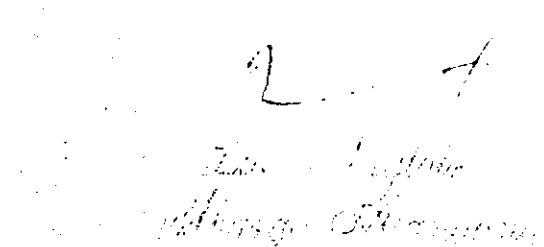
To report any corrupt practices, bribery (attempted corruption) or malpractices, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, send an SMS or call the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, 27/1/2013

### COPIES:

- MINMAP ;
- ARMP ;
- MINCOMMERCE ;
- Chairperson of the Internal Tenders Board;
- POSTING ;
- FILING ;

**THE MINISTER OF TRADE**



*[Handwritten signature]*